

## **Discours de M. Olivier de Schutter le 21 septembre 2020 lors du Forum Pauvreté et Durabilité à Bruxelles.**

Merci à toutes et à tous de votre présence.

Merci à Associations 21, ATD Quart Monde, Lutte Solidarités Travail pour avoir rendu possible cette journée.

Il s'agit à présent de faire une synthèse des synthèses.

6 idées me paraissent avoir traversé l'ensemble des discussions et ateliers : 3 idées concernent la lutte contre la pauvreté, 3 idées concernent le lien entre la lutte contre la pauvreté et la question de la soutenabilité environnementale, puisque la présentation de ce rapport Durabilité et Pauvreté explique que nous soyons réunis aujourd'hui.

3 idées sur la question de la pauvreté : les premières idées, très intéressantes je crois, qui ont traversées la journée, c'est que nous devons aller au-delà de politiques de lutte contre la pauvreté qui cherchent à compenser les impacts excluants résultant des rapports de marché par des politiques sociales généreuses. Il faut évidemment des politiques sociales généreuses qui redistribuent. Il faut pouvoir agir à travers les investissements que l'on fait pour protéger les personnes qui sont en grande pauvreté. Mais il faut aussi prévenir l'exclusion par le marché, des personnes qui ont ensuite besoin d'être soutenues. Tout ce que l'on a entendu sur l'emploi, l'énergie, le logement, l'alimentation montre la nécessité d'avoir une approche beaucoup plus ex-ante plutôt que ex-post : travailler pour que le marché arrête d'exclure plutôt que simplement compenser les exclusions qu'il commet. C'est l'idée d'un marché beaucoup plus inclusif et qui reconnaisse les compétences de chacun et de chacune.

La deuxième idée, liée à celle-là, c'est que nous devons reconnaître les talents, les compétences, les apports potentiels à la société que chaque individu, homme ou femme, peut faire. Pourvu qu'on lui donne une chance, pourvu que l'on reconnaisse les compétences dont il ou elle est porteur. Il a été évoqué dans l'atelier auquel j'ai participé ce matin, travail – économie, la question des expérimentations conduites en France, aujourd'hui dans 60 territoires : des territoires 0 chômeurs de longue durée. Ce qui est intéressant dans cette expérimentation conduite en France (et, que rappelons le, les gouvernements bruxellois et wallon se sont engagés à transposer en Belgique), c'est que l'on part de l'idée que toute personne peut travailler pourvu que l'on réfléchisse avec elle à la meilleure façon dont elle peut contribuer. Ceci, au lieu d'un marché de l'emploi qui définit les compétences que l'on attend des personnes présentes. On va à la rencontre de ces personnes et on cherche à imaginer avec elles les solutions qui permettent de valoriser leurs compétences et leurs talents. L'expérience a été lancée en France par ATD Quart Monde et Patrick Valentin. Elle est tout à fait symbolique de cette expérimentation vers un marché inclusif que nous devons, à mes yeux, d'urgence poursuivre.

Troisième idée transversale : nous devons passer d'une approche fondée sur la charité où des gens ont des besoins qu'ils cherchent à voir satisfaire en allant mendier l'attention des décideurs, à une approche fondée sur les droits. Des droits qui sont une manière d'égaliser les rapports de force entre les personnes en pauvreté et les fournisseurs de services, les autorités, les administrations, les travailleurs sociaux et travailleuses sociales. Le discours des droits, certes, est peut-être étranger de façon immédiate aux groupes de personnes qui souffrent d'un manque d'énergie, de logement, d'accès aux services de santé. Mais il peut être compris comme une manière de leur faire prendre confiance, de reconnaître la fierté des personnes et leur permettre de revendiquer une protection au nom de ces valeurs que sont les droits humains.

L'atelier auquel j'ai participé cet après-midi concernait la question de l'utilisation du discours des droits dans la lutte contre la pauvreté. J'ai trouvé intéressante cette question de la traduction mutuelle pour que les personnes en situation de pauvreté s'emparent du discours du droit mais aussi pour que les personnes qui travaillent sur les droits humains prennent conscience des réalités vécues par les personnes en pauvreté. C'est le 3ème thème transversal.

C'est très important parce que nous avons en Belgique, comme partout ailleurs, beaucoup de législations qui se veulent généreuses, qui sont le résultat de luttes sociales parfois très longues et très remarquables mais qui demeurent inefficaces en pratique. Les gens ne connaissent pas leurs droits, n'osent pas les revendiquer, les procédures sont trop complexes, il faut remplir des formulaires très compliqués online et les gens n'ont pas d'accès à internet, ils n'ont pas la possibilité de le faire. Et on a dans les allocations sociales, dans les allocations familiales, dans les allocations de chômage ou les allocations de maladie-invalidité beaucoup de droits auxquels l'on ne recourt pas. Le discours des droits humains est une manière d'insister pour que chacun, chacune revendique et exerce les droits qui lui sont formellement reconnus.

Voici pour les 3 thèmes qui me paraissent avoir émergés des discussions concernant la lutte contre la pauvreté.

Concernant les liens entre lutte contre la pauvreté et durabilité : 3 messages.

Le 1<sup>er</sup> message, c'est que l'on ne peut plus, comme on l'a fait dans les années 50 et 60, tout miser sur la croissance économique comme manière ensuite de venir au secours des gens qui sont en pauvreté et comme manière de résoudre tous les problèmes que la société affronte. A l'époque des dites « 30 Glorieuses », de 1945 à 1975 en gros, c'était ça le deal. On faisait croître l'économie, 1/3 de la richesse créée allait aux entreprises et aux actionnaires, 1/3 à l'État sous forme d'impôts et 1/3 allait aux travailleurs sous forme de salaire qui suivait la croissance de la productivité au travail. Ceci n'est plus possible : d'abord parce que la croissance économique a détruit les écosystèmes jusqu'à un point presque de non-retour aujourd'hui. On épuise les ressources, on déverse des déchets dans les écosystèmes que ceux-ci ne peuvent pas absorber. Il y a des conséquences écologiques à cette poursuite à tout prix de la croissance économique qu'on ne peut plus aujourd'hui ignorer.

Deuxièmement, et c'est peut-être encore plus important pour nous aujourd'hui : la recherche de la croissance du PIB à tout prix est le prétexte à toute une série de mesures politiques qui vont de la négociation de nouveaux traités commerciaux, à la dérèglementation du marché du travail, à la conditionnalisation des aides sociales et à toutes les politiques associées à l'État social actif qui en fait épuisent les hommes et les femmes, les soumettent à une concurrence extrêmement éreintante et découragent les mouvements de solidarité avec les personnes qui sont aux marges de la société.

Au nom de la croissance du PIB, on a commis des dommages considérables et l'on ne cesse d'exclure pour ensuite essayer de mieux inclure. Il faut chercher autre chose que des solutions qui passent nécessairement par la poursuite de la croissance et l'augmentation des richesses. C'est la raison pour laquelle il faut mettre au centre de nos politiques, la recherche d'une plus grande égalité. C'est la raison de l'intérêt de ce travail sur le 18ème ODD qui est « d'éradiquer l'extrême richesse ». Plus d'égalité, ça veut dire qu'on aura besoin de beaucoup moins de croissance pour réduire la pauvreté. Parce que toute richesse qui sera créée sera beaucoup plus équitablement distribuée. C'est la seule façon de sortir de cette situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Plus d'égalité, ça veut dire aussi que les ressources dont nous disposons seront bien mieux utilisées pour répondre aux besoins des personnes dont les besoins essentiels ne sont pas satisfaits.

Comment justifier qu'aujourd'hui la personne qui veut remplir sa piscine paye le litre d'eau au même prix que les personnes qui ont besoin de satisfaire leurs besoins ménagers ? Comment accepter que certaines ressources servent à satisfaire les besoins de luxe, les désirs de luxe des personnes très riches alors que des besoins essentiels de la société ne sont pas satisfaits ? Dans une société plus égalitaire où il n'y a pas des ultra-riches et des personnes dans l'extrême pauvreté, cette tension sera beaucoup moins vive. L'utilisation des ressources sera beaucoup plus rationnelle. Voici pour le 1<sup>er</sup> des messages concernant l'intersection de la lutte contre la pauvreté et la durabilité environnementale.

Le deuxième message, c'est que nous sommes aujourd'hui à un tournant avec des économies qui sont en train de se reconstruire pour surmonter les impacts de la crise économique et sociale causée par la mise à l'arrêt de nos économies pour faire face à la pandémie du Covid-19. Des choix décisifs sont faits ces semaines-ci, ces mois-ci qui vont nous engager pour les 10 ou 15 années à venir. Et nous avons le choix : soit de revenir à la situation d'avant avec la croissance des inégalités qui menace, avec les tensions sociales de plus en plus fortes en raison de ces inégalités, l'exclusion d'un grand nombre de personnes victimes d'une économie qui veut toujours avancer plus vite en créant un climat favorable aux investisseurs mais aussi en flexibilisant le marché du travail. Ou bien autre chose. Cette autre chose passe par la recherche de mesures qui respectent 3 conditions, mesures à triple dividende en matière d'alimentation, d'énergie et de mobilité par exemple.

1 : des mesures qui réduisent notre empreinte écologique.

2 : des mesures qui créent des emplois accessibles pour des personnes ayant de faibles niveaux de qualification

3 : des mesures qui rendent des biens et services indispensables à une vie décente, abordable pour tous et toutes.

On peut identifier ces mesures. On a parlé par exemple de l'isolation des bâtiments. C'est bien pour l'environnement car ainsi on évite que nos habitations soient des passoires thermiques. On crée de l'emploi, non délocalisables et de bonne qualité. Et on permet aux ménages qui occupent les bâtiments de voir baisser leur facture énergétique.

En matière d'alimentation : le soutien à l'agroécologie, à l'agriculture paysanne respecte ces 3 conditions. C'est bon pour les sols, pour la biodiversité, pour la santé. On crée des emplois ce type d'agriculture est relativement intensif en main d'œuvre. Troisièmement, on sort du schéma où l'alimentation durable est le privilège des plus riches. J'ai beaucoup aimé l'expression d'alimentation durable inclusive qui a été utilisée par un intervenant.

En matière de mobilité, on peut en dire autant. Développer un réseau de transport en commun, c'est une manière à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui résultent de l'utilisation de la voiture individuelle. C'est une manière de créer des emplois parce qu'il faudra des infrastructures pour développer ces transports en commun. Et c'est une manière de garantir un droit fondamental, le droit à la mobilité de chacun et de chacune sans devoir être propriétaire d'une voiture individuelle. J'ai entendu beaucoup de gens qui ne peuvent pas répondre à une offre d'emploi parce que l'emploi en question est dans une zone mal desservie par les transports en commun. Ceci est évidemment inacceptable.

Ces mesures à triple dividende sont celles sur lesquelles l'on doit orienter ces investissements. Je ne vois pas pour l'instant que ce soit la philosophie adoptée dans les débats sur la relance économique en Belgique. Il faut faire de cela notre combat du moment.

3eme et dernier message concernant l'intersection de la pauvreté et de la durabilité environnementale : c'est important d'investir, mais il est tout aussi important de se poser la question de qui va payer ? D'où va venir l'argent qui va permettre d'investir pour cette relance économique qui est aujourd'hui à l'ordre du jour ? Il est tout à fait important que l'on ne fasse pas payer, une fois de plus, les ménages les plus pauvres. Soit par une fiscalité qui pénalise les familles, soit par une augmentation des prix à la consommation ou de la TVA sur la consommation qui évidemment a des effets régressifs puisque que les personnes en pauvreté ou même relativement pauvres dans la société sont celles qui consacrent la part la plus essentielle de leurs revenus à l'achat de biens de consommation courants.

Il faut donc être extrêmement attentif à la manière dont on va financer cette relance économique. L'un d'entre vous, en rapportant les ateliers, a fait allusion au débat difficile, non décisif a-t-il dit, sur la tarification du carbone. Moi je suis un grand partisan de la taxe carbone. Mais je reconnais que si cette taxe carbone produit des revenus entre les mains de l'État qui ne sont pas utilisés pour lutter contre la pauvreté, pour réduire la facture énergétique des ménages, pour aider chacun et chacune à faire face au besoin de se loger, évidemment cela peut avoir un impact socialement régressif. Ce n'est pas inévitable. On sait par exemple qu'en Suède depuis 30 ans, depuis 1991, ils ont une taxe carbone. La plus élevée du monde d'ailleurs, d'un montant de 110€ par tonne de carbone émise. L'argent récolté a servi à réduire la fiscalité sur les ménages les plus pauvres et a eu des effets socialement progressistes. Même chose par exemple au Canada, dans la province de Colombie Britannique ou d'Alberta. Donc on peut concevoir des dispositifs qui respectent à la fois cette exigence de progrès social et l'exigence de durabilité environnementale.

Il me reste à terminer en disant combien ces interactions entre des institutionnels, des associations, des chercheurs et des chercheuses et des personnes en grande pauvreté et ayant vécu l'expérience de la pauvreté, qu'elles en soient encore victimes ou qu'elles s'en soient sorties, combien ces échanges sont extrêmement féconds.

Je crois profondément que la lutte contre la pauvreté aujourd'hui et l'identification de mesures qui peuvent respecter cette double exigence de lutter contre la pauvreté et de respecter les limites planétaires, n'est possible que si l'on prend au sérieux les solutions que les personnes en pauvreté développent eux-mêmes et elles-mêmes. Ce n'est pas juste une question de principes, de fierté, de reconnaissance de leurs apports. C'est aussi parce que ce sont ces personnes sur la ligne de front qui connaissent le mieux les obstacles qu'elles rencontrent et qui sont les plus grandes innovatrices de solutions. C'est très frappant quand on lit le rapport Durabilité & Pauvreté, de voir ces solutions, par exemple pour économiser l'eau avec la récupération d'eau de pluie pour se doucher. C'est bourré d'idées qu'il suffirait d'appuyer pour qu'elles puissent constituer des solutions pour l'avenir : pour les personnes en pauvreté et pour nous tous et nous toutes.

Merci beaucoup.